

L'OMEP à la 43^e Conférence générale de l'UNESCO à Samarcande

L'**Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire (OMEP)** a pris une part active à la 43^e Conférence générale de l'UNESCO, tenue à Samarcande, en participant aux sessions officielles, à un événement parallèle et au carrefour des ONG.

Lors du **débat de politique générale**, **Gilles Pétreault**, représentant de l'OMEP auprès de l'UNESCO, a réaffirmé l'engagement de l'organisation pour **la gratuité de l'éducation préscolaire**, considérée non seulement comme une question pédagogique mais aussi comme une exigence de justice sociale. Il a rappelé que des millions d'enfants restent privés d'un accès équitable à l'éducation, ce qui creuse les inégalités dès le plus jeune âge.



L'OMEP soutient ainsi l'initiative des Nations Unies visant à adopter un **Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant** pour reconnaître **le droit à une éducation gratuite dès la petite enfance**. L'organisation a appelé les États membres à investir dans une offre publique et inclusive, à renforcer la formation des professionnels de la petite enfance et à impliquer davantage les familles et les communautés.

L'OMEP a alerté la **Commission Éducation de l'UNESCO** sur une **lacune majeure des Recommandations UNESCO-OIT de 1966 sur la condition des enseignants**, dont la révision a été adoptée.



Celle-ci exclut actuellement le personnel de la petite enfance, pourtant essentiel à l'éducation des enfants de la naissance à six ans. Les **conditions précaires**, les **faibles rémunérations** et l'**absence de protection sociale** fragilisent ces professionnels et compromettent l'atteinte de la **Cible 4.2** ainsi que la transformation des systèmes éducatifs. Le manque de plus de six millions d'éducateurs d'ici 2030 accentue les inégalités et met en péril la qualité et l'équité de l'éducation.

L'OMEP a alerté la **Commission Éducation de l'UNESCO** sur une **lacune majeure des Recommandations UNESCO-OIT de 1966 sur la condition des enseignants**, dont la révision a été adoptée. Celle-ci exclut actuellement le personnel de la petite enfance, pourtant essentiel à

l'éducation des enfants de la naissance à six ans. Les **conditions précaires**, les **faibles rémunérations** et **l'absence de protection sociale** fragilisent ces professionnels et compromettent l'atteinte de la **Cible 4.2** ainsi que la transformation des systèmes éducatifs. Le manque de plus de six millions d'éducateurs d'ici 2030 accentue les inégalités et met en péril la qualité et l'équité de l'éducation.

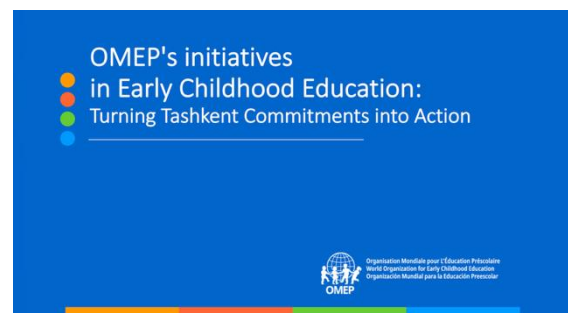
L'OMEP appelle donc à inclure explicitement tout le personnel de la petite enfance dans les futures **recommandations** pour bien répondre à la Déclaration de Tachkent (2022) qui préconise des carrières stables, des salaires justes et un renforcement de l'attractivité du métier. L'OMEP a rappelé enfin que la petite enfance constitue le fondement même des droits de l'enfant et de l'équité éducative.



En marge des sessions plénières, l'OMEP a également pris part au **Carrefour des ONG** de l'UNESCO, espace d'échanges consacré au partage d'expériences autour du monde. L'OMEP a présenté la structure et les objectifs de l'organisation, mettant en avant sa coopération avec les Nations Unies et l'UNESCO, ainsi que son rôle actif au sein du Groupe consultatif technique chargé du suivi de la Déclaration de Tachkent de 2022 sur l'EPPE. L'OMEP a souligné son engagement

envers l'Agenda 2030 et l'Objectif de développement durable 4, visant une éducation de qualité pour tous. <https://www.facebook.com/share/r/1AQkYKD6M5/?mibextid=wwXlfr>

L'OMEP, en tant que partenaire de l'UNESCO pour la petite enfance, a également eu la possibilité de présenter les différentes facettes de son action au niveau international dans le cadre d'un **événement parallèle** organisé par le ministère de l'éducation nationale ouzbèque. Il s'agissait de proposer des pratiques de coopération à l'occasion du lancement d'un centre de catégorie 2 destiné à la formation d'enseignants du préscolaire, celui-ci ayant vocation à rayonner en Asie centrale.



À travers ses interventions et activités lors de cette conférence générale de l'UNESCO, l'OMEP a contribué à une meilleure reconnaissance du secteur de la petite enfance, elle a pu réaffirmer sa position de partenaire pour la mise en œuvre d'une éducation équitable et inclusive dès la petite enfance, consolidant son rôle d'acteur mondial majeur pour promouvoir les droits de l'enfant dès le plus jeune âge.